

#14 VISION SYNDICALE

CSI Confédération syndicale internationale
Septembre 2009



→ Reuters/ Ints Kalnins



Lettonie: la chute du "Tigre de la Baltique"

La crise économique et financière a poussé plusieurs pays d'Europe centrale au bord du gouffre. Sous les auspices du Front monétaire international (FMI), l'aide internationale tente de leur éviter la faillite. A condition d'accepter des plans d'austérité drastiques, aux conséquences sociales désastreuses. Gros Plan sur la Lettonie.

Reportage et témoignages.

Une économie sous perfusion et des effets sociaux douloureux

Frappée par une profonde récession l'économie lettone survit sous perfusion financière extérieure. Chômage, réduction des salaires, pensions et prestations sociales, émigration... les conséquences sociales sont dramatiques. Les acteurs sociaux regrettent le manque de consultation et redoutent que le pire soit à venir.



→ Reuters/ Ints Kalnins

Discrimination contre les travailleurs âgés

UNI s'est joint le 21 juillet dernier au syndicat letton des travailleurs des postes et télécommunications pour condamner la nouvelle loi sur les pensions et prestations sociales. Le mouvement syndical réclame l'amendement de cette loi jugée discriminatoire envers les travailleurs et travailleuses âgés contraints de sortir du marché du travail, en contradiction avec la constitution lettone ainsi que le droit international. Avec les enseignants, les pensionnés sont ceux qui paient le plus lourd tribut au plan d'austérité imposé par le FMI.

Début des années 2000, les trois pays bordant la mer Baltique ont bénéficié d'une croissance époustouflante par rapport au reste des pays de L'Union européenne, Mais à l'heure de la crise actuelle, ces Etats sont davantage frappés. Pour tenter de sauver son économie de la faillite, la Lettonie a été obligée de solliciter les bailleurs de fonds internationaux et, sous la loupe des experts du FMI, d'en accepter les conditions draconiennes.

Baiba Čadore, 29 ans, est l'une des milliers de travailleuses et de travailleurs lettons touchés par les réformes imposées à la Lettonie par le FMI. Jusqu'en juin dernier, elle enseignait la conception assistée par ordinateur au Collège technique d'industrie légère de Riga. Mais conséquence de la compression du budget de l'éducation, de nombreuses écoles et collèges ont mis la clé sous la porte à la rentrée des classes de septembre. "Notre collège employait 34 enseignants, auxquels s'ajoutait le personnel administratif. Mais en septembre, elle a été fermée. J'ai eu une offre dans une autre école, avec un salaire réduit à 80% par rapport à mon précédent salaire, mais j'ai tout de même accepté ce travail car le chômage est si élevé qu'il y a vraiment très peu de chance d'obtenir quelque chose de plus avantageux",

constate Baiba. Salaires et prestations sociales diminués

Sur fond de fermeture de dizaines d'écoles et d'infrastructures de soins dans le cadre de mesures d'austérité visant à réduire le déficit budgétaire, les salaires des fonctionnaires se réduisent comme peau de chagrin. Déjà diminués d'au moins 15 pour cent en décembre dernier et à la mi-juin, ils ont de nouveau été réduits de moitié en septembre. Comme dans le secteur public, les salaires du secteur privé ont aussi été sévèrement amputés pour tenter de maintenir tant bien que mal les entreprises en activité, fut-elle réduite. Les allocations familiales ont été rabotées de 10%. Les parents qui travaillent ont perdu 50% des allocations de maternité. En juillet, les pensions ont été amputées de 10% pour les pensionnés qui n'exercent plus d'activités et de 70% pour les pensionnés encore en activité, ce qui revient à pousser ces derniers hors du marché du travail. En réalité, beaucoup de retraités ne subsistent que grâce aux réseaux de solidarité familiaux ou amicaux.

Des fonds pour des réformes structurelles

Vers la fin de 2008, plongée dans une profonde récession, la Lettonie a désespérément cherché des fonds pour couvrir un

Salaires en baisse

Entre mars 2008 et 2009, les salaires moyens du secteur public ont chuté de 550 lats (786 €) à 515 lats (607 €)

déficit budgétaire grandissant. En décembre 2008, un groupe de prêteurs internationaux a promis 7,5 milliards d'euros (soit 10,5 milliards de dollars US). Notamment 3,1 milliards d'euros de la part de l'Union européenne, 1,7 milliard d'euros du Fonds monétaire international (FMI), 400 millions d'euros de la Banque mondiale, 1,8 milliards d'euros des États nordiques, 200 millions d'euros de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). La Pologne, la République tchèque et l'Estonie ont chacune concédé un prêt de 100 millions d'euros. Dans un premier temps, le renflouement grâce au FMI et à l'Union européenne ont contraint la Lettonie à limiter son déficit budgétaire à 5 pour cent du produit intérieur brut et à mettre en œuvre des réformes structurelles. Le 23 décembre 2008, le FMI annonçait que "le programme se concentre sur le maintien de l'ancrage du taux de change de la Lettonie tout en reconnaissant que cela exige des politiques nationales ambitieuses et une forte aide financière extérieure". Le parlement letton a alors adopté dans l'urgence une série de mesures de réforme, réduisant le budget pour 2009, diminuant les salaires des fonctionnaires et augmentant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 18 à 21 pour cent, y compris pour les livres et les hôtels jusqu'alors exemptés. Les droits d'accise sur l'alcool et sur l'essence ont également augmenté.

Pour Egils Baldzens, vice-président de la Confédération des syndicats libres de Lettonie (LBAS), il n'était pas nécessaire de faire appel à l'aide du FMI: "Il y avait d'autres moyens de couvrir le déficit budgétaire. Nos dirigeants politiques ont choisi la facilité." Selon lui, la Lettonie n'est pas une île isolée, comme l'Irlande ou le Royaume-Uni, qui permet aux autorités nationales d'augmenter seules les droits d'accise ou la TVA. Ces augmentations ont poussé les consommateurs et les entreprises à se tourner vers l'extérieur, notamment vers des pays voisins comme la Lituanie ou l'Estonie. Dans le passé, la Lettonie a montré qu'elle pouvait mieux gérer l'argent public en équilibrant les importations et les exportations et en se servant des fonds sociaux pour les besoins sociaux.

Les syndicalistes reprochent au gouvernement de n'avoir invité ni les syndicats, ni les organisations d'employeurs aux négociations avec les représentants du FMI. Seules les municipalités ont, dans un deuxième temps, pu se joindre aux discussions. "Il faudrait moins de secrets; les réunions devraient se dérouler portes ouvertes", déclare Egils. Il se demande à quelle sorte de dialogue social on a affaire lorsque, après un accord conclu sur une base tripartite, le gouvernement adopte unilatéralement d'autres décisions.

Par ailleurs, le gouvernement a été obligé d'intervenir pour renflouer la plus grande banque lettone, la Parex, afin de restaurer la confiance dans le secteur financier. Mais le coût en a été conséquent. Pour éviter que la banque ne fasse faillite, le pays a fourni des avances aux créanciers de la Parex pour un montant total de 775 millions d'euros, tandis que le personnel de la banque passée sous contrôle de l'état étaient réduits de 10 pour cent. Egils Baldzens de la LBAS estime que les autorités n'auraient pas dû intervenir pour la Parex. Elles auraient d'abord dû avoir une idée précise de l'ampleur du problème avant de promettre des centaines de millions de lats. Les militants syndicaux pensent qu'il aurait été plus logique de couvrir les dépôts que de sauver toute la banque.

L'emballement du crédit

Depuis le rétablissement de l'indépendance de la Lettonie, la situation économique du pays n'a jamais été aussi

catastrophique. Il ne fait aucun doute que les partis de droite qui se sont succédé à la tête du pays n'ont pas beaucoup aidé à en faire un état socialement responsable. Pour de nombreux analystes financiers, la Lettonie et les autres États baltes étaient des exemples de réussite dont ils vantaient le modèle de croissance. Toutefois, ce succès se fondait sur de mauvaises bases. Au lieu de développer l'industrie nationale, la majorité des fonds étaient investis dans le secteur de la construction qui a connu une forte croissance grâce à des prêts abordables et aux millions d'euros que les migrants envoyaient chez eux. Enfin, les Lettons pouvaient être propriétaires de leur habitation (le droit de propriété leur avait été refusé pendant les cinquante années de l'occupation soviétique). Être propriétaire d'une maison ou d'un appartement, même grâce à un crédit hypothécaire, donnait aux citoyens un sentiment de sécurité financière et de richesse. Au vu de la hausse des prix des biens, des investisseurs individuels et des banques ont activement contribué à l'explosion des prix immobiliers. En 2007, au plus fort de la flambée immobilière, le prix au mètre carré d'un appartement à Riga atteignait 2.000 euros. Ces derniers mois, les prix ont déjà chuté de moitié et ils continuent de plonger. Très peu de Lettons envisagent désormais de s'acheter une propriété ou une nouvelle voiture. A l'inverse, tous ceux qui ne peuvent plus payer leur crédit-bail sont obligés de rendre leurs nouvelles voitures aux banques, devenues propriétaires d'un gigantesque parc de voitures aussi rutilantes qu'inutiles.

Les autorités ont très peu fait pour freiner cet emballement économique. Au contraire, elles y ont participé et ont dépensé plus qu'elles ne pouvaient se le permettre. Le gouvernement n'a pas contrôlé les flux de crédit. Pendant les années d'abondance, lorsque l'économie connaissait une croissance annuelle de 10 pour cent ou plus, la Lettonie accusait un déficit budgétaire. En 2007, le déficit des échanges courants du pays, l'excédent des importations sur les exportations et les entrées de capitaux, a largement atteint les 25 pour cent du PIB. S'exprimant dans la publication du FMI, IMF Survey Online, sur les grands enjeux auxquels est aujourd'hui confrontée la Lettonie, Christoph Rosenberg, un conseiller au Département européen du Fonds monétaire international qui coordonne son travail dans les trois républiques baltes, faisait remarquer qu'après l'entrée de la Lettonie dans l'Union européenne, "d'importants déséquilibres ont vu le jour. En réalité, le pays était dans le collimateur du FMI depuis longtemps. Déjà en 2005, nous avons publiquement averti que l'économie était en danger de surchauffe." Le problème de la non-perception de la TVA était déjà également pointé du doigt.

Troubles sociaux

Sur fond de frustrations et de pessimisme, les décisions impopulaires du gouvernement du premier ministre Godman d'augmenter les impôts et de réduire le budget de l'état ainsi que les salaires ont provoqué d'importants troubles sociaux. Le 13 janvier, une manifestation pacifique de 10.000 participants, dans la vieille ville de Riga, a fini en émeute. Baiba Čadore, enseignante, se souvient avoir eu des craintes dès le début de la manifestation, lorsqu'elle a vu "de nombreux jeunes, qui souvent parlaient russe, déterminés à faire un mauvais coup. La vieille ville était pleine de jeunes ivres. C'est alors que les émeutes ont éclaté."

Les troubles sociaux ont obligé le gouvernement de centre-droite à démissionner le 20 février. La nouvelle coalition de cinq partis, menée par Valdis Dombrovskis, le nouveau

Résultat de la cure d'austérité dans le budget de l'éducation, Baiba Cadore, 29 ans, a perdu son travail d'enseignante au collège technique d'industrie légère de Riga qui a été fermé. Elle vient de retrouver un emploi dans une autre école, avec un salaire réduit à 80% du précédent. "Nous vivons dans le pessimisme et l'incertitude", déclare-t-elle, inquiète aussi pour le futur de l'emploi de son mari ainsi que pour la baisse de qualité du système éducatif pour son fils.



premier ministre, a pris les rênes du gouvernement. Mr Dombrovskis a reconnu que le pays était "au bord de la faillite" et instamment prié la Lettonie d'accepter les conditions du FMI et des autres créanciers internationaux afin d'éviter des conséquences bien pires. Le premier trimestre de 2009 a en effet pris des allures de désastre pour l'économie lettone. La production industrielle a chuté de 22 pour cent, le commerce de détail de 25 pour cent et le secteur des hôtels et des restaurants a connu une baisse de 34 pour cent. Si le déclin était annoncé, son ampleur a surpris les observateurs. Le 11 mai, Bloomberg annonçait que le PIB de la Lettonie avait diminué de 18 pour cent au cours du premier trimestre. Pas étonnant que les rues de la vieille ville de la capitale de la Lettonie, Riga, avec ses restaurants chics, ses bars, ses hôtels et ses magasins, qui ont attiré les touristes pendant des années, soient désormais désertées. Tandis que les échanges informels qui échappent au contrôle, aux statistiques et aux impôts sont en pleine recrudescence. Surtout des campagnes vers les villes, tout se transporte et s'échange.

Une mission de la Commission européenne et d'experts du FMI arrivée sur place fin mai a confirmé cette "détérioration plus grave que prévu de la situation économique", due notamment à un déficit fiscal de plus en plus abyssal du fait de l'aggravation de la récession. C'est alors que le gouvernement a annoncé en juin un nouveau train de mesures d'austérité touchant les salaires, les pensions et avantages sociaux, prévoyant des réductions des effectifs de fonctionnaires, ainsi que des augmentations de taxes.

Le 13 juillet, l'Union européenne a signé un accord supplémentaire, autorisant la Lettonie à atteindre un déficit de 10 pour cent de son PIB. Le 27 juillet, la seconde tranche de 1,2 milliard € du prêt européen a été libérée. Fin juillet, c'était au tour du FMI d'annoncer le versement de la seconde tranche de 195,2 millions € de son prêt à la Lettonie et, au vu des derniers chiffres économiques catastrophiques, d'augmenter encore le déficit autorisé de à hauteur de 13% de son PIB.

Taux de chômage n°2 au sein de l'Union européenne

Selon Eurostat, le taux de chômage de la Lettonie est le deuxième plus élevé de l'Union européenne, atteignant 17,2 pour cent en juillet (derrière l'Espagne et devant la Lituanie, puis l'Estonie). Les villes plus petites, comme Rezekne, Dobeles, etc., sont davantage frappées par le chômage que d'autres cités comme Riga, Daugavpils et Jelgava.

Le pays aux mains des créanciers

Lors de l'une des réunions avec le FMI, l'économiste lettone Raita Karnite, a fait savoir que, selon elle, la situation actuelle pouvait être interprétée comme une tragédie. Le gouvernement ne peut pas prendre de décisions concrètes par lui-même. "Il y a donc un risque de perdre le pays et tel pourrait bien être le cas. Aujourd'hui, c'est tout le pays qui est repris, pense-t-elle. Et d'ajouter: Ces conditions sociales néfastes pourraient mener à une explosion sociale qui pourrait laisser la place à d'autres puissances qui imposeraient leurs propres règles."

En avril, l'économiste Dmitrijs Smirnov a même été plus loin sur la page internet de DELFI.lv en déclarant que "le FMI a consenti un prêt qui mènera le pays à sa perte. Il aura pour effet d'éliminer l'industrie et l'agriculture de sorte que plus

	2006	2007	2008	2009*
PIB (%)	12,2	10,0	-4,6	-18,0
Chômage (%)	6,3	5,6	11,4	17,2

*estimations

Sources: DNB Nord Bank, Eurostat

personne ne pourra trouver un emploi. Les bases économiques et sociales du pays seront sapées et de nombreux jeunes quitteront alors le pays pour chercher du travail à l'étranger." Cet assistant d'université avait été arrêté en novembre 2008 par la Sûreté nationale lettone pour avoir dit que la monnaie nationale, le lat, allait droit à la dévaluation. Libéré quelques jours plus tard, il avait conseillé de retirer son argent des banques ou d'acheter des devises.

Dévaluation?

Certains analystes pensent que les trois États baltes seront forcés de dévaluer leur monnaie nationale. Jusqu'à présent, plutôt que cette option, les trois pays ont préféré adopter une dévaluation interne en compressant les budgets de l'état, ce qui nuit principalement aux classes les plus pauvres, aux pensionnés et à la main-d'œuvre du secteur public comme les enseignants, les personnels des soins de santé, la police, etc.

Certains pays voisins, comme la Pologne, le Belarus et la Russie, ont dévalué leur monnaie. Mais pour les républiques baltes, la monnaie est symbole de stabilité et relève de la fierté nationale. Les trois pays participent à un mécanisme de change précédant le passage à l'euro qu'ils espèrent adopter prochainement (vers 2012-2013). Le premier ministre Valdis Dombrovskis a fréquemment rassuré le pays en expliquant que la dévaluation du lat n'était pas un scénario envisagé.

Egils Baldzens de la LBAS explique que, rien que de septembre 2008 à mars 2009, la Banque centrale lettone a dépensé 1,5 milliards de lats pour maintenir la monnaie. Même si la Lettonie dispose de quelques réserves, il se demande pendant combien de temps la Banque centrale va pouvoir continuer: "Allons-nous user toutes nos réserves et devoir demander à nos créanciers un crédit plus important?"

Réformes structurelles radicales dans l'éducation et les soins de santé

C'est dans les domaines de l'éducation et des soins de santé que les compressions budgétaires sont jusqu'à présent les plus radicales. "En 2013, sur 59 infrastructures de soins en Lettonie, il n'en restera plus que 24", a averti le ministre de la Santé Ivar Eglitis. Des institutions psychiatriques, des hôpitaux pour tuberculeux et d'autres encore seront fermés. La diminution du nombre de lits dans les infrastructures de soins se fera progressivement. Les salaires quant à eux sont amputés de 20%. Les compressions au niveau de l'éducation seront encore plus fortes, avec plusieurs milliers de pertes de postes d'enseignants en septembre 2009 combinées à des réductions de salaires. Les compressions auraient été encore plus importantes si les syndicats ne s'en étaient pas mêlés pour réduire le nombre de licenciements. Après les manifestations d'avril et de juin organisées par le Syndicat des travailleurs de l'éducation et des sciences et à laquelle des milliers de travailleurs de l'éducation ont participé, les

Mobilisation syndicale

Les travailleurs de la santé, les policiers, de même que les enseignants ont protesté à plusieurs reprises contre les mesures d'austérité qui rendent leurs conditions de travail très difficiles et font plonger leur niveau de vie. En avril, 12.000 professeurs se sont mobilisés dans les rues de Riga. En juin dernier, le syndicat LBAS a de nouveau appelé à la mobilisation contre le nouveau train de mesures annoncées, réunissant 7.000 enseignants à Riga. "Ils nous renvoient à l'âge de pierre", a déclaré Tatyana Valeyera, professeur d'école primaire à Riga. "Tous les progrès des dernières années sont détruits". (A.P.)

négociations ont permis de diminuer les pertes d'emploi.

Le taux de natalité plus faible fait que le nombre d'enfants scolarisés est inférieur aux années précédentes: pour l'année scolaire 2006/2007, il y avait 266.000 enfants scolarisés, mais cette année 2008-2009, ils n'étaient plus que 236.000. Avec un te taux moyen enseignant/enfants en Lettonie est de 1 pour 6, alors que la moyenne européenne se situe à 1 pour 13, les enseignants ont encore de quoi craindre pour leur avenir... Le ministère a également diminué le nombre de places disponibles pour les étudiants dans l'éducation supérieure. Tout en fermant des écoles professionnelles, l'agence publique pour l'emploi a invité des employeurs à participer à un programme visant à prodiguer une formation professionnelle sur le lieu de travail pour, soit revoir et améliorer ses compétences professionnelles, soit en apprendre de différentes, voire une autre profession.

Ilze Mihailova de la LBAS a fait connaître la position des syndicats pour qui il n'est pas nécessaire de fermer des écoles professionnelles à moitié vides. "Elles pourraient servir au recyclage des travailleurs licenciés. Nous devons nous tourner vers l'avenir, lorsque l'économie repartira. Si nous fermons des écoles aujourd'hui, nous devons les rouvrir demain". Dans les campagnes, les fermetures d'école ont aussi des conséquences dramatiques pour l'avenir. "Pour les villages touchés, c'est le commencement de la fin, car qui dit disparition de l'école dit départ des familles, fermetures des magasins, et surtout sortie du système scolaire des enfants les plus pauvres, qui ne pourront pas payer le bus

pour rejoindre l'école la plus proche, et encore moins payer la pension s'ils sont obligés de loger sur place", avertit dans "Le Monde diplomatique" Lilija Zukovska, responsable de la gestion des trente-trois écoles et lycées du district de Rezekne, à l'est du pays.

La reprise est-elle pour bientôt?

La Lettonie figurera-t-elle parmi les pays qui bénéficieront de la timide embellie de la croissance annoncée par le FMI pour l'année prochaine? La plupart des économistes en doutent. Malgré les accords d'aide financière, les perspectives économiques ont empiré.

Déjà se profilent de nouvelles compressions d'effectifs, Comme suggéré par le FMI et l'UE, une nouvelle série de taxes seront introduites en 2010, notamment sur les biens immobiliers. Le système des pensions reste également dans le collimateur, avec le projet de retarder l'âge de la retraite. Le chemin pour atteindre l'objectif européen de 3 pour cent maximum de déficit budgétaire (critère de Maastricht) d'ici 2012 s'annonce excessivement douloureux pour la population. Face à cet avenir sombre, Egils Baldzens de la LBAS insiste sur la nécessité de "prendre des décisions qui seront bénéfiques à la fois à l'état et à la société. Le gouvernement devrait s'assurer que le budget social est bel et bien dépensé pour résoudre des problèmes sociaux et pas d'autres". Et d'inviter à plus de dialogue avec les acteurs sociaux, dont les syndicats.

Kęstutis Šalavėjus, avec Natacha David.

→ Reuters/ Ints Kalnins



La crise pousse les Lettons à émigrer

Acculés par le chômage et la baisse de leur niveau de vie, ils sont de plus en plus nombreux à s'expatrier dans l'espoir d'une vie meilleure.



→ Reuters/ Ints Kalnins

Janis Draznieks est parmi ceux-là. A 27 ans, il a pris le risque de partir Canada pour évaluer les possibilités d'installation, dans l'espoir d'y faire venir sa famille ultérieurement. "En sept ans de vie professionnelle, je n'ai pas réussi à mettre de l'argent de côté. Quasiment tout mon salaire est passé dans le paiement de mon logement, des services collectifs et de la nourriture, ainsi que dans le remboursement d'un prêt étudiant, puis d'un prêt immobilier et d'autres emprunts. Il ne me restait pas grand chose pour les extras". En Lettonie, il occupait de bons emplois dans le secteur bancaire, d'abord comme responsable des relations avec la clientèle, puis comme consultant commercial informatique. Pourtant, son revenu et celui de son épouse, employée au ministère des Finances, ne suffisaient pas pour subvenir aux besoins d'une famille de quatre personnes, en particulier pour le remboursement du prêt de leur appartement à Riga.

Selon Janis, même parmi les Lettons qui affirmaient haut et fort qu'ils ne "quitteraient jamais la Lettonie", nombreux sont ceux qui partent aujourd'hui à l'étranger.

Les pays les plus courus sont l'Irlande et la Grande-Bretagne, mais les pays nordiques, les États-Unis et le Canada, où existent déjà des réseaux communautaires, sont également prisés.

Des précédents historiques

L'émigration est loin d'être un phénomène nouveau pour la Lettonie. Les vagues de migration s'y succèdent depuis des siècles :

Au 17^e siècle, des Lettons créèrent une colonie à Great Courland Bay, sur la lointaine île de Tobago, qu'ils rebaptisèrent Nouvelle-Courlande. Des milliers de jeunes Lettons

s'expatrièrent à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e pour échapper à l'enrôlement dans l'armée du tsar. Des sources historiques mentionnent l'existence de communautés lettones aux États-Unis, au Canada, en Australie et au Brésil dès le début du 20^e siècle. Plus de 5.000 Lettons partirent pour des pays occidentaux (principalement les États-Unis) après la révolution de 1905. Une petite migration eut lieu également pendant la première période d'indépendance de la Lettonie (1918-1940).

Une énorme nouvelle vague migratoire se produisit pendant la seconde guerre mondiale. Quelque 250 000 Lettons s'enfuirent alors pour échapper à l'invasion du pays par les forces soviétiques. Après la guerre, ils demeurèrent en Allemagne ou en Suède avec le statut de personnes déplacées. Beaucoup d'entre eux partirent par la suite aux États-Unis, au Canada et en Australie, où ils mirent en place des réseaux communautaires.

Des milliers de personnes restées en Lettonie furent internées plus tard dans les camps de travail soviétiques. Les exécutions et la rigueur des conditions de vie et de travail laissèrent peu de survivants. Des colons russes vinrent prendre la place des disparus. À l'époque soviétique, la migration vers l'ouest fut très limitée. Mais avec la chute du "rideau de fer", la plupart des pays de l'ancien bloc soviétique ont connu une émigration massive. Après l'indépendance de la Lettonie, plus de 50.000 personnes, principalement russophones, ont migré surtout vers d'autres anciennes républiques de l'Union soviétique. Des milliers de Lettons sont passés à l'ouest pour rejoindre des membres de leur famille ou trouver une vie meilleure.

Après l'indépendance, en 1990, seuls 55 % de la population étaient des Lettons d'origine, 32% étaient Russes, 3,9%

Janis Drazniets, 27 ans, est parti à Toronto (Canada) en janvier 2009. Il y a effectué des petits boulots dans la construction qui lui ont permis d'envoyer un peu d'argent à sa famille mais n'est pas parvenu à décrocher un emploi qualifié correspondant à ses compétences. Après 6 mois, il est revenu en Lettonie au près de sa femme et de ses deux filles de sept et trois ans. Mais acculé par les crédits à rembourser et ne voyant aucune perspective d'amélioration, il cherche à repartir au Canada, avec sa famille cette fois.



Biélorusses et 9,1% originaires de divers autres pays.

On estime que, depuis 1990, environ 200.000 à 250.000 personnes ont quitté la Lettonie sur une population totale de 2,3 millions. L'émigration est plus importante en Lettonie que dans l'Estonie voisine, mais moins forte qu'en Lituanie (près de 500 000 personnes sur une population de 3,5 millions). Selon le Bureau central des statistiques de Lettonie, 6.007 personnes ont quitté le pays en 2008 (contre 4.183 en 2007). Mais les chiffres officiels manquent de fiabilité et les diverses estimations oscillent entre 5 et 13% de la population active.

La Lettonie a connu son taux d'émigration le plus élevé tout de suite après l'élargissement de l'UE en mai 2004, principalement à destination du Royaume-Uni et de l'Irlande. Cette situation tient simplement au fait qu'à l'époque, seuls ces deux pays et la Suède ouvrirent l'accès à leurs marchés du travail. D'autres pays ont pris des dispositions de transition. Pour la plupart, ils ont levé les restrictions ou simplifié les procédures deux ou trois ans après. Seules l'Allemagne et l'Autriche ont prorogé les restrictions sur la mobilité de la main d'œuvre jusqu'en 2011.

Le gouvernement letton a également convenu avec le Canada d'un programme d'entrée sans visa, actif en octobre 2007. L'année suivante, un programme identique était mis en place avec les États-Unis.

Les différences linguistiques ou socioculturelles n'arrêtent pas les Lettons. Beaucoup arrivent dans leur nouveau pays avec une connaissance élémentaire voire nulle de la langue locale, mais parviennent à se débrouiller grâce à l'aide de parents et d'amis. Les centres ou les paroisses de la diaspora lettonne constituent des lieux de rencontre pour se retrouver. Quand Janis était à Toronto, il a participé à de nombreuses activités culturelles lettones. Des Canadiens d'origine lettonne l'ont également aidé à trouver un emploi dans la rénovation de maisons, car il ne parvenait pas, malgré une recherche d'emploi très active, à faire valoir ses compétences réelles.

Comme Janis, de nombreux travailleurs migrants lettons acceptent des emplois peu qualifiés parce que la demande est forte et qu'ils sont plus faciles à obtenir. Même dotés de diplômes et d'une expérience de scientifiques, de fonctionnaires, de cadres ou d'enseignants dans leur pays, ils acceptent à l'étranger des emplois dans le bâtiment, l'agriculture et les services (hôtellerie et restauration, par exemple) ou le secteur social. En Lettonie, le salaire (net) mensuel moyen avoisine 400 EUR, le salaire minimum étant de 228 EUR. Rien d'étonnant ou de honteux dans ces conditions à ce qu'un universitaire travaille dans le bâtiment ou le nettoyage, quand un emploi faiblement qualifié à l'étranger lui rapporte quatre à cinq fois plus que chez lui.

Fuite des cerveaux et transferts d'argent colossaux

Bien que les politiciens déplorent souvent la fuite des cerveaux due à l'émigration, cette dernière a permis de diminuer le taux de chômage et a fait affluer en Lettonie les dépôts importants des migrants (381 millions de dollars selon l'Organisation internationale des Migrations). Cet afflux d'argent a contribué à la bulle immobilière, car nombre d'entre eux ont investi leurs économies dans l'immobilier et donc contracté des prêts hypothécaires. Aujourd'hui, la situation a changé. Selon Swedbank, le plus gros prêteur de Lettonie, a rapporté que 54 % de ses prêts hypothécaires dans le pays sont insolubles. Les taux variables grimpent, et les mensualités avec.

Quand il travaillait à Toronto, Janis devait envoyer 1 200 CAD en Lettonie pour payer les mensualités de son emprunt. Après avoir terminé la rénovation d'une maison, il a réussi à trouver un autre emploi pendant quelque temps. Son épouse a insisté pour qu'il revienne travailler en Lettonie. Mais un mois après son retour, il cherche désespérément un emploi. La prochaine échéance de son emprunt se rapproche et la famille risque de perdre son appartement. Janis envisage de repartir, mieux préparé par sa première expérience. Mais cette fois, il veut emmener sa famille.

Des revenus plus élevés, mais à quel coût?

Pour économiser sur le logement, les travailleurs migrants sont souvent contraints de vivre dans une très grande promiscuité, à au moins 10 dans une chambre. Ils travaillent sans contrats ou pour un salaire très inférieur à celui des nationaux. Ils sont aussi parfois victimes d'agences de travail temporaire lettones, qui leur promettent des emplois à l'étranger moyennant des honoraires exorbitants. Arrivés sur place, ils perçoivent beaucoup moins que convenu, pour autant qu'un emploi les y attende vraiment. La plupart du temps, les migrants ignorent la législation locale et il est facile de les manipuler, surtout s'ils connaissent mal la langue et la culture.

"Les orphelins des champignons"

Souvent la famille et les enfants restent en Lettonie. On qualifie souvent ces enfants "d'orphelins des champignons", en référence au roman Šampinjonu Derība (Le Pacte des champignons) de la journaliste lettone Laima Muktupavala (2002). Elle y décrit sa vie pendant les plus de trois ans passés en Irlande à ramasser des champignons tandis que ses enfants étaient restés au pays avec leur grand-mère. Payée en liquide, elle ne bénéficiait, ni de contrat de travail, ni de bulletins de salaires, ni de congés payés et ses heures supplémentaires n'étaient pas rémunérées. Elle habitait avec d'autres femmes dans un endroit mis à disposition par l'employeur, dans des conditions déplorables.

Aide des syndicats

Les syndicats lettons sont relativement impuissants. Récemment élu membre du comité des jeunes travailleurs du CRPE, Ilze Mihailova du LBAS indique que cette confédération ne dispose d'aucun responsable pour les travailleurs migrants, par manque de ressources. Du fait de l'émigration, les syndicats perdent leurs adhérents. Selon Sergejus Glovackas, représentant du bureau de Vilnius du CRPE, l'émigration constitue l'une des causes principales de la baisse de la densité syndicale dans les pays d'Europe centrale et orientale constatée au cours de la décennie écoulée. Et l'hémorragie se poursuit...

Des syndicats locaux ont déjà pris l'initiative d'aider les migrants en provenance des nouveaux États membres de l'UE. Conscients que, souvent, les travailleurs migrants ne se tournent pas vers les syndicats à cause de la barrière de la langue, des syndicats irlandais et norvégiens emploient des Lettons pour aider leurs compatriotes dans leur langue natale. De très nombreux documents sont publiés dans plusieurs langues. Mais pour obtenir de meilleurs résultats, il faudrait renforcer la coopération sur les questions de migration et la coordination entre les syndicats des pays d'origine et ceux des pays d'accueil.

La création d'emplois décents doit être la clé de la reprise économique

Le mouvement syndical international présente ses revendications pour surmonter la récession mondiale et assurer une croissance durable.

A la veille des réunions annuelles 2009 du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, qui auront lieu à Istanbul les 6 et 7 octobre, le groupement Global Unions demande à la Banque mondiale et Fonds monétaire international (FMI) de mettre l'accent sur la création d'emplois décents comme clé de la reprise économique.

La dernière évaluation en date des tendances de l'emploi de l'Organisation internationale du travail (OIT) indique qu'en 2009, le chômage pourrait toucher 59 millions de personnes de plus qu'en 2007, l'année précédant la récession. De toute évidence, ce sont les travailleurs et travailleuses du monde entier qui continuent de supporter le fardeau le plus lourd de la crise économique mondiale, bien qu'ils n'en soient pas responsables.

Le Sommet du G20 d'avril à Londres a fortement étendu les responsabilités et l'influence des institutions financières internationales (IFI), mais celles-ci n'ont pas mis en œuvre toutes ses priorités déclarées, qui désignaient la poursuite des mesures de stimulation économique, le renforcement des filets de sécurité sociaux et la création d'emplois comme l'approche la mieux à même de surmonter la récession mondiale et de mettre l'économie mondiale sur la voie d'une croissance durable.

Le groupement Global Unions qui réunit la CSI, les Fédérations syndicales internationales et la TUAC(*) préconise notamment:

- l'engagement des IFI à la création d'emplois décents conformément aux types de stratégies formulés dans le Pacte mondial pour l'emploi adopté par la Conférence 2009 de l'OIT;

- la participation de tous les pays à l'effort international de reprise économique grâce à la suppression des conditions de prêt nécessitant l'application de politiques de rigueur fiscale pro-cycliques;
- l'augmentation des allocations de ressources destinées à protéger les personnes vulnérables des pays à faible revenu;
- la conception et mise en œuvre rapides d'un cadre international complet de réglementation et de supervision financières faisant appel à un processus transparent comprenant la consultation des syndicats.

Renoncer aux conditions structurelles et d'austérité

L'application cohérente de politiques de stimulation adéquates nécessite de renoncer aux conditions structurelles et d'austérité des prêts du FMI et de la Banque mondiale. Le mouvement syndical international prend acte du fait que le FMI a maintenu des conditions d'austérité dans un grand nombre des accords de prêt conclus avec des pays ayant besoin d'une aide d'urgence. Elle critique également l'approche de la Banque mondiale en matière de réforme des retraites et exprime ses réserves quant aux programmes d'aide "ciblée", qui, dans certains pays à faible revenu, ont limité l'aide à la disposition des travailleurs et de leurs familles.

Le groupement Global Unions insiste sur la nécessité impérieuse que les IFI s'engagent à consulter les premiers concernés, dont les représentants des travailleurs et travailleuses, avant la signature de tout nouvel accord de prêt.

(*)Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC – Trade Union Advisory Committee to the OECD)

Editeur responsable:
Guy Ryder, Secrétaire général

CSI

5 Blvd du Roi Albert II, Bte 1, 1210-Bruxelles, Belgique
Tel: +32 2 2240211, Fax: +32 2 201 5815
E-Mail: press@ituc-csi.org • Site Web: <http://www.ituc-csi.org>
Reportage et rédaction: Kęstutis Salavėjus et Natacha David
Photos: Reuters
Rédactrice en Chef: Natacha David
Mise en page: Vicente Cepedal



Crisis Unions' Watch

Comprendre et réagir à la crise ?

Une bibliothèque en ligne au service des syndicats

Outil d'information et de mobilisation, la CSI et le TUAC expose sur Internet les analyses et réponses syndicales à la crise

Comment réagissent les syndicats de par le monde face à cette crise ? La CSI, avec le TUAC, recueille sur la page web consacrée à la crise « Crisis Unions' Watch webpage » des articles, des déclarations, des communiqués de presse et des opinions de syndicats sur la crise financière. Les articles réunis reflètent l'analyse faite par les syndicalistes des causes de la crise, de ses impacts sur la société, sur l'économie et sur certains groupes. Ils décrivent également les réponses et les efforts des syndicats, ainsi que de certains gouvernements et organisations internationales, pour formuler des solutions à l'échelle mondiale, comme la mise en œuvre de l'agenda pour le travail décent et de l'initiative pour les emplois verts.

Cette page web est une bibliothèque en ligne et un calendrier pour les syndicalistes, les chercheurs et les personnes intéressées. Elle dispose déjà de plus de 1 000 articles et offre la possibilité de faire des recherches dans des centaines d'articles ou de les consulter par pays, organisation, thème ou date. En outre, vous y trouverez des liens vers des initiatives similaires de centrales nationales et de Fédérations syndicales internationales. Elle a été lancée en mars 2009 mais certains articles remontent à septembre 2008 alors que le monde prenait conscience de la crise qui éclatait. Chaque jour, des centaines de personnes visitent la page qui est mise à jour plusieurs fois par semaine.

Lien: <http://www.ituc-csi.org/financialcrisis?lang=fr>
Contact: Yorgos Alintzis (Département de politique économique et sociale de la CSI)
georgios.alintzis@ituc-csi.org, Phone : +32 (0)2 224 03 37

En cas de changement de nom ou d'adresse du destinataire, merci de nous renvoyer l'étiquette d'envoi pour modification.